



En 1946, face aux impératifs de reconstruction, le Conseil National de la Résistance a donné naissance à un grand projet inédit, garantissant la santé et de la protection sociale pour tou.tes les habitant.es du territoire national. *Gérée par les travailleuses et travailleurs hors logique du profit, malgré les attaques et indépendamment des alternances électorales, « la Sécu » est restée une institution au service du bien commun, inspirante à l'échelle internationale.*

Dans notre contexte de dégradation sociale et écologique grandissante, ce projet fondateur nous semble devoir s'élargir à l'ensemble des besoins essentiels conditionnant nos vies. L'objectif serait de concrétiser le changement d'échelle de cet héritage révolutionnaire et démocratique, en instituant au niveau national un important système de « Sécurité sociale et écologique universelle » :

- Cette sécu élargie serait gérée par et pour les citoyen.nes en vue de **garantir l'accès de toutes et tous à un panel de droits fondamentaux** : santé, alimentation, logement basse consommation ; base en eau, en énergie renouvelable et en transport bas carbone ; ainsi que culture, revenus, travail et formation.
- Pour répondre à ces objectifs, et inclure la sauvegarde et la restauration des écosystèmes, cette « Sécurité Sociale et Écologique universelle » développerait **un large réseau d'économie alternative conventionnée**, respectant des critères sociaux et écologiques élevés, *priorisant les réponses locales aux besoins locaux, hors lucrativité des investissements et hors croissance verte.*
- Pour assurer son financement à la hauteur des enjeux, au-delà des cotisations sociales, il serait nécessaire de **développer les possibilités de création monétaire ciblée, libre de dette, au niveau national puis européen.**
- **L'évaluation des besoins et la planification de la production des biens et services nécessaires** seraient assurées par les instances de gestion démocratique organisées du local au national, *répondant à la question : « De quoi avons nous besoin et comment pouvons nous y répondre au regard de nos moyens humains et des ressources disponibles, avec l'objectif de réduire rapidement nos impacts négatifs sur le climat et la biodiversité pour rester sous le seuil des +2°C, dans une perspective de « bien vivre » social du local à l'international.*
- Pour **garantir sa complémentarité avec les institutions d'État et les services publics**, ce projet devrait être intégré à un projet de transformation plus vaste, à mettre en œuvre **dans le cadre d'une VIème République sociale, écologique, solidaire et démocratique.**

Même si nous pensons que seule une candidature sociale et écologiste unitaire pourrait mener à ce changement de cap en 2022, nous choisissons de centrer notre action sur le projet à travailler et partager avec autant de partenaires que possible.

Pour susciter l'envie du plus grand nombre, il nous semble essentiel **d'enrichir et de porter collectivement ce projet de grande transformation concrète**, inspirant et fédérateur, permettant de répondre durablement aux besoins essentiels de la population sur tous les territoires.

Souhaitant rendre cette perspective réalisable, nous invitons les personnes que ces propositions motivent, à construire avec nous les différents niveaux d'élaboration et de mise en valeur de ce projet, jusqu'à sa possible concrétisation.

Merci de nous faire part de vos souhaits de participation
[sur ce formulaire](#)

**Faisons de la Sécurité Sociale et Écologique Universelle
une base de transformation radicale salubre !**